

de produire des instruments de vie ou des instruments de mort, du bœuf en conserve ou des plaques de blindage.

Des adversaires du militarisme font fréquemment appel à ce point de vue pour montrer que les fournitures militaires en tant qu'investissement du capital ne font que prendre le profit de la poche d'un capitaliste pour le mettre dans celle d'un autre capitaliste (3). D'autre part, le capital et ses avocats essayent de bourrer le crâne à la classe ouvrière à ce sujet en lui inculquant l'idée que les impôts indirects et la demande de l'Etat n'entraînent qu'un changement dans la forme matérielle de la reproduction ; des croiseurs et des canons seraient produits à la place d'autres marchandises, mais donneraient aux ouvriers une vie aussi bonne sinon meilleure.

Un coup d'œil sur le diagramme montre combien peu de vérité il y a dans cet argument en ce qui concerne les ouvriers. Pour faciliter la comparaison, nous supposons que les usines d'armements emploient autant d'ouvriers qu'en employait auparavant la production de moyens de subsistance pour la classe ouvrière. 1.285 unités seront donc payées à titre de salaires, mais n'achèteront des moyens de subsistance que pour une valeur de 1.185.

Tout cela apparaît différent du point de vue de la perspective du capital dans son ensemble. Pour celui-ci, les 100 unités mises à la disposition de l'Etat qui représentent la demande en armements constituent un nouveau marché. A l'origine, cet argent était du capital variable et en tant que tel avait fait son œuvre, ayant été échangé pour du travail vivant qui a produit de la plus-value. Mais la circulation du capital variable a alors brusquement été interrompue, cet argent a été retiré et apparaît maintenant comme constituant un nouveau pouvoir d'achat qui se trouve dans la possession de l'Etat. Il a été créé comme par un tour de passe-passe, mais a cependant les mêmes effets qu'un marché nouvellement ouvert. Bien entendu, pour le moment, le capital est privé de la vente de 100 unités de moyens de consommation à la classe ouvrière, et le capitaliste individuel considère l'ouvrier comme un consommateur et un acheteur de marchandises tout aussi bon qu'un autre, fut-ce un capitaliste, l'Etat, un paysan, des pays étrangers, etc. Mais n'oublions pas que pour le capital dans son ensemble l'entretien de la classe ouvrière n'est qu'un mal nécessaire, qu'un moyen vers la fin réelle de la production : la création et la réalisation de plus-value. S'il était possible d'extorquer la plus-value sans donner au travail une mesure équivalente de moyens de subsistance, ce n'en irait que mieux pour le capital. Pour commencer — le prix des aliments restant constant — l'impôt indirect a les mêmes effets que si les capitalistes avaient réussi à diminuer les salaires de 100 unités sans réduire le travail accompli, étant donné qu'une production moindre de moyens de consommation est également le résultat inévitable de diminutions de salaires constantes. Quand les salaires sont fortement réduits, le capital ne s'inquiète pas d'avoir à produire moins de moyens de subsistance pour les ouvriers ; en fait il se réjouit de pouvoir le faire à toute occasion, de même, le capital dans son ensemble ne s'inquiète pas si la demande effective de la classe ouvrière en moyens de subsistance est réduite par l'impôt indirect sans être compensée par une augmentation de salaires. Ceci peut sembler étrange, parce que dans ce dernier cas le surplus de capital variable va dans les caisses de la Trésorerie tandis qu'avec une diminution directe des salaires, il reste dans les poches des capitalistes et — le prix des marchandises restant constant — augmente la plus-value relative. Mais une diminution constante et universelle du salaire-argent ne peut être effectuée qu'en de rares occasions, notamment quand l'organisation syndicale est fortement développée. Il y a de fortes barrières politiques et sociales à cette aspiration favorite du capital. Une diminution du salaire réel au moyen de l'impôt indirect, d'autre part, peut être réalisée rapidement, aisément et universellement et il faut habituellement un certain temps avant que les protestations ne se fassent entendre ; en outre, l'opposition est confinée au domaine politique et n'a pas de répercussions économiques immédiates. La réduction résultante dans la production de moyens de subsistance ne représente pas une perte de marchés pour le capital dans son ensemble mais plutôt une économie dans le coût de production de la plus-value. La plus-value n'est

(3) Dans une réponse à Vorontsov, le Professeur Manuilov, par exemple, écrit ceci qui fut alors grandement loué par les marxistes russes : « Dans ce contexte nous devons distinguer strictement entre un groupe d'entrepreneurs produisant des armes de guerre et la classe capitaliste dans son ensemble. Pour les fabricants de canons, de fusils et d'autres matériels de guerre, l'existence du militarisme est sans aucun doute profitable et indispensable. Il est vraiment tout à fait possible que l'abolition du système de paix armée provoque la ruine de Krupp. Toutefois, ce qui est en question, ce n'est pas un groupe spécial d'entrepreneurs mais les capitalistes en tant que classe, la production capitaliste dans son ensemble. » Sous ce rapport il faut toutefois noter que « si le fardeau de l'impôt tombe principalement sur la population laborieuse, tout accroissement de ce fardeau diminue le pouvoir d'achat de la population et par conséquent la demande en marchandises ». Ce fait est pris comme preuve que le militarisme, sous l'aspect de la production d'armements, en fait « enrichit un groupe de capitalistes mais en même temps nuit à tous les autres, inscrivant un profit d'une part mais une perte de l'autre ». (Vesnik Prava, Journal de la Société du Droit, Saint-Petersbourg, 1890, n° 1, « Militarisme et Capitalisme »).